

Directive-cadre services

? Mme Evelyne Gebhardt, rapporteur au Parlement européen (PSE, Allemagne) du projet de directive-cadre sur les services, organise le 11 novembre prochain, une audition publique. Mme Gebhardt s'est dite préoccupée, notamment, par les questions relatives au "dumping social", au traitement des services d'intérêt général, au principe du pays d'origine, ainsi que par la question de la reconnaissance des diplômes alors qu'une proposition de directive distincte est en cours de préparation à ce sujet. Le CELSIG a demandé à être entendu lors de cette audition.

? Selon la présidence néerlandaise de l'Union, "il n'y a pas de blocages fondamentaux [des Etats membres] sur le principe du pays d'origine" et le Conseil des représentants permanents a été invité à rechercher un accord pour le Conseil compétitivité du 25 novembre prochain, mais comme le Parlement ne se prononcera pas avant décembre, "la directive ne pourra pas être adoptée avant la présidence luxembourgeoise" (premier semestre 2005).

Quoi qu'en dise la présidence néerlandaise, il semble qu'il y ait de fortes objections de la part de certains Etats membres sur le principe du pays d'origine. De plus, il ne serait pas sûr que la jurisprudence communautaire permette d'assimiler marchandises et services en ce qui concerne le principe de reconnaissance mutuelle. Nous y reviendrons dans un prochain numéro.

Temps de travail

La Commission a adopté, le 22 septembre dernier, une proposition de directive sur l'aménagement du temps de travail pour répondre aux problèmes posés par l'application de la directive 2003/88/CE. Il s'est agi, selon la Commission, de trouver un équilibre entre les objectifs de santé et de sécurité des travailleurs et une réponse adaptée aux besoins de l'économie, suite, d'une part à l'arrêt de la Cour C-151/02 sur le temps de travail, et, d'autre part, pour limiter la possibilité, pour les Etats membres, de ne pas appliquer la loi en matière de durée maximale hebdomadaire du travail ("opt out") (voir bulletin 136, 144, 147).

Pour des raisons opposées, cette proposition a provoqué des réactions négatives. Les partenaires sociaux ont exprimé leur désaccord avec ce projet. Pour le patronat (UNICE) "il faudrait prévoir la possibilité de recourir à l'opt out via un consentement individuel et pas uniquement pour les entreprises couvertes par une convention collective". Mêmes critiques de la part des petites et moyennes entreprises (UEAPME) qui regrettent que l'allongement de la période de référence de 4 à 12 mois ne soit pas repris comme règle générale. La Confédération européenne des syndicats (CES) s'est dite déçue que la Commission ait cédé à la pression de certains Etats membres et aux "lobbies des employeurs" qui pourront maintenant, dans le cadre de l'opt out, étendre jusqu'à douze mois la période de référence. Le Centre européen des entreprises à participation publique (CEEP) veut renforcer jusqu'à douze mois la période de référence. Le Centre européen des entreprises à participation publique (CEEP) veut renforcer les conditions .../...

Framework directive on services

? Ms. Evelyne Gebhardt, rapporteur for the framework directive draft on services, at the European Parliament (PSE, Germany), will on 11th November 2004, organise a public hearing. Ms. Gebhardt expressed concern, in particular, on; questions concerning "social dumping", the handling of the services of general interest, the principle of the country of origin, as well as the question of the recognition of education qualifications, at the time when a separate directive proposal on this subject is under preparation. CELSIG has asked to be heard at this hearing.

According to the Dutch Presidency of the Union, "there are no fundamental obstructions [by Member States] on the principle of the country of origin" and the Council of permanent representatives was invited to seek an agreement, ready for the Competition Council of 25 November 2004, however, since the Parliament will not make any decision before December, "the directive will not be adopted before the Luxembourg presidency" (first semester of 2005).

Whatever the opinion of the Dutch presidency may be, there appears to be strong objections by certain Member States on the principle of the country of origin. Moreover, it would appear that it is unlikely that the Community case law would make it possible to incorporate goods and services as regards the principle of mutual recognition. We shall come back to this issue in a forthcoming bulletin.

Working time

On 22nd September 2004, the Commission adopted a proposal for a directive on the adjustment of the working time to address problems arising from the implementation of directive 2003/88/CE. According to the Commission, the aim is to find a balance between health and safety objectives for workers and a response adapted to the economic needs, on the one hand, following the Court's ruling, C-151/02 on the working duration and, on the other hand, in order to limit the possibility for Member States not to apply the law as regards weekly maximum working duration ("opt out") (see bulletin 136, 144, 147).

For quite opposed reasons, the proposal brought up negative reactions. Social stakeholders expressed their dissension with this draft. For the employers (UNICE) "it would be necessary to envisage the possibility of resorting to the opt out by individual consent and not only for companies covered by a collective agreement". There were similar criticisms from the European Association of Craft, Small and Medium-sized Enterprises (UEAPME) who deemed regrettable that the extension of the reference period from 4 to 12 months is not taken as a general rule. The European Trade Union Confederation (ETUC) expressed disappointment that the Commission had yielded to pressure from certain Member States and from "employers' lobbies" who, with the opt out, will now be able to extend the reference period up to twelve months. The European Centre of companies with public participation (CEEP) wishes to extend the reference period to twelve months. The European centre of enterprises with public participation (CEEP) wants to reinforce conditions .../...

d'application de l'opt out, étendre jusqu'à douze mois la période de référence. Le Centre européen des entreprises à participation publique (CEEP) veut renforcer les conditions d'application de l'opt out individuel, de façon à consolider sa nature volontaire et à prévenir des abus. De son côté, la Commission a exprimé sa satisfaction d'avoir pu produire un "ensemble de mesures équilibré qui protège la santé et la sécurité des travailleurs tout en préservant la compétitivité".

La proposition doit maintenant recevoir l'accord du Parlement et du Conseil.

http://www.europa.eu.int/comm/employment_social/news/2004/sep/working_time_directive_proposal_fr.pdf

Transport maritime

? **Transport maritime à courte distance** : La Commission a publié, le 2 juillet 2004, une communication sur la situation du transport maritime à courte distance en Europe. Cette communication souligne que le transport maritime à courte distance se développe et qu'il est le seul mode capable de suivre le rythme de croissance du transport routier (2), qu'il a un rendement énergétique supérieur aux autres modes en étant moins nocif pour l'environnement (3). Il est cependant soumis à des procédures administratives complexes et requiert un degré d'efficacité élevé des ports que ceux-ci n'ont pas encore atteint et, parmi les "obstacles" recensés figurent les "ports et services portuaires" (4.1). La Commission avait fait en 2001 une proposition sur l'accès au marché des services portuaires dans l'Union, "le Parlement a cependant voté contre le texte proposé [.]. La concurrence [.]. demeure donc moins forte que si une directive spécifique avait été adoptée" (4.3). Les autoroutes de la mer sont un élément essentiel de la stratégie, c'est pourquoi, "la Commission élabore des lignes directrices concernant les critères et les procédures applicables [à leur] financement" elles "devraient être prêtes peu après l'entrée en vigueur des nouvelles orientations des RTE-T" (5).

Voir également ci-dessous.

? **Libéralisation des services portuaires** : La commissaire en charge des transports, Mme de Palacio, aurait l'intention de présenter, en octobre prochain, une nouvelle proposition de directive sur l'accès au marché des services portuaires. Cette proposition devrait être assez semblable à celle qu'avait rejeté le Parlement européen en novembre 2003 et qui avait provoqué la colère des dockers européens, à cause, notamment de ses dispositions sur l'auto assistance effectuée par le personnel marin ou au sol d'un armateur. La nouvelle proposition obligerait les fournisseurs de services portuaires à disposer d'une autorisation préalable en vue de pouvoir dispenser leurs services, et la durée de l'autorisation serait réduite entre 8 et 30 ans, en fonction des investissements réalisés.

Partenariats public-privé

Le CELSIG a adressé à la Commission européenne, le 23 septembre dernier, sa réponse au Livre vert sur les partenariats public-privé et le droit communautaire des marchés publics et des concessions.

La réponse du CELSIG peut être consultée sur www.celsig.org

of the application of the opt out, extending the reference period up to twelve months. European centre of enterprises with public participation (CEEP) wants to reinforce conditions of application of the individual opt out, in order to consolidate its voluntary aspect and to prevent abuses. On its part, the Commission expressed satisfaction for obtaining "balanced global measures which protect the health and the safety of the workers whilst preserving competitiveness".

The proposal must now obtain the approval of the Parliament and of the Council.

http://www.europa.eu.int/comm/employment_social/news/2004/sep/working_time_directive_proposal_fr.pdf

Maritime transport

? **Short distance transport by Sea**: On 2nd July 2004, the Commission published a communication on the situation of short distance maritime transport in Europe. The communication stresses that short distance transport by Sea is growing and that it is the only means of maritime transport capable keeping up with the rate of growth in road transport (2), that it has an energy efficiency which is higher than that of other modes whilst being less harmful to the environment (3). That it is however subjected to complex administrative procedures and requires a higher level in the efficiency of ports than that hitherto attained in any of them, further, the list of "obstacles" includes "ports and port services" (4.1). In 2001 the Commission had made a proposal on the access to the market for port services in the Union, "however, the Parliament voted against the proposed text [.]. Competition [.]. thus remains weaker than if a specific directive had been adopted" (4.3). Maritime highways are an essential element of the strategy, this is why, "the Commission is working out guidelines concerning criteria and procedures applicable [to their] funding" the guidelines "should be ready soon after the coming into effect of the new TEN-T stance" (5).

See also below.

? **Liberalisation of port services**: The commissioner in charge for transport, Ms. de Palacio, intends to present, in October, a new directive proposal on the access to the market of port services. This proposal should be close to that which the European Parliament had rejected in November 2003 and which had caused anger among European dockers, particularly because of its provisions on self-handling carried out by the marine or ground personnel of a ship-owner. The new proposal would oblige providers of port services to seek preliminary authorisation before providing their services, and the duration of the permission shall be reduced to between 8 and 30 years, depending on the investments involved.

Public-private partnerships

On 23rd November 2004 CELSIG sent to the European Commission its response to the Green Paper on public-private partnerships and the Community legislation for public procurement and concessions.

The response from CELSIG is available at: www.celsig.org

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*.. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*..